

PATRIMOINE

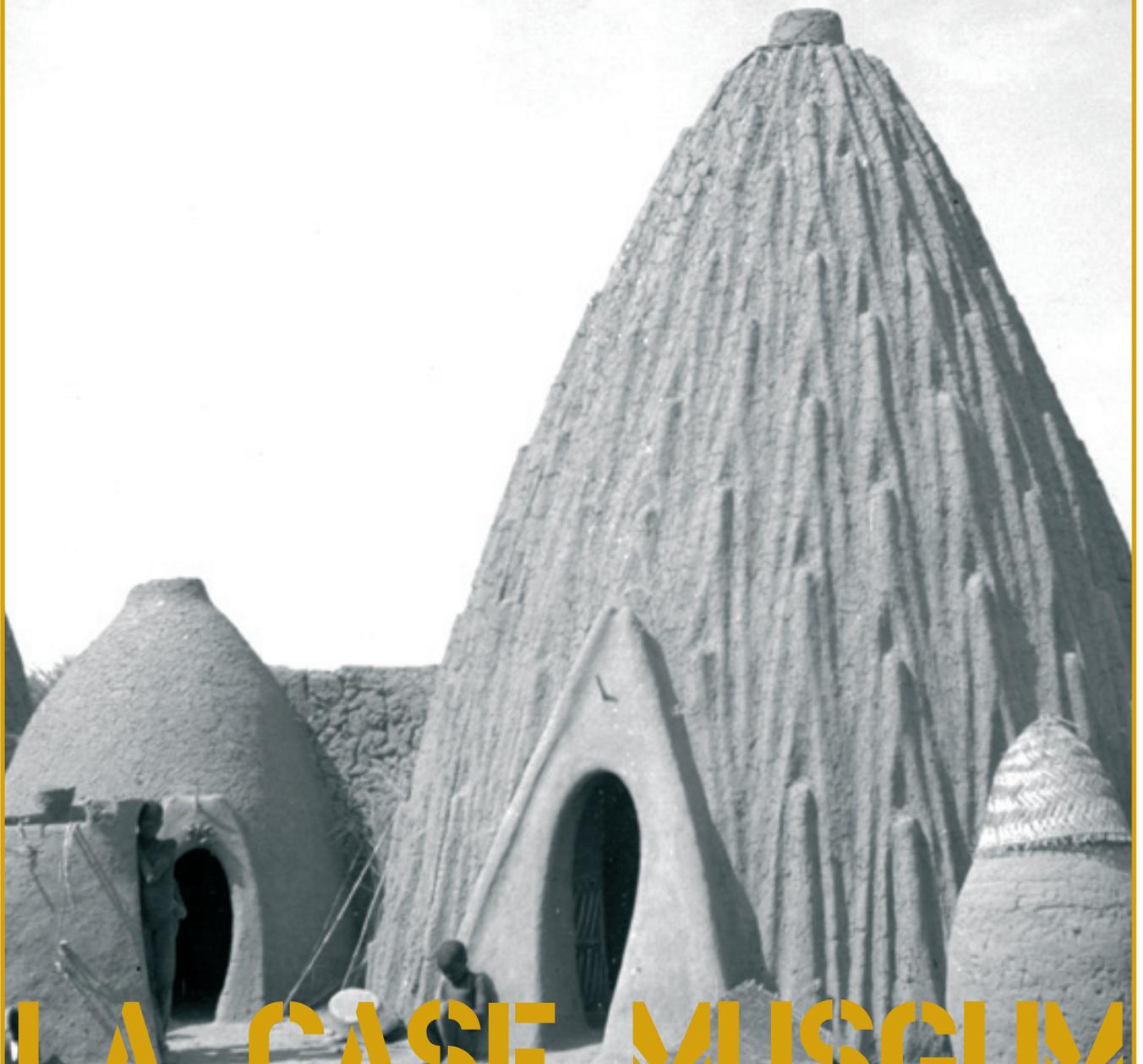
La survie des hommes,

SANS

c'est aussi leur culture,

FRONTIÈRES

Leur mémoire et leur patrimoine



LA CASE MUSGUM

EXPOSITION

DES MAISONS RESPECTUEUSES DE LA TERRE



CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE

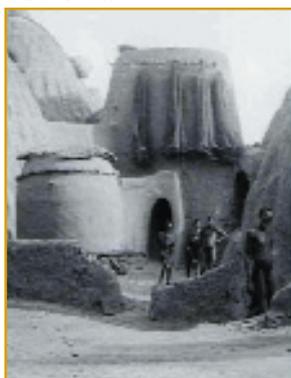


LES MUSGUM

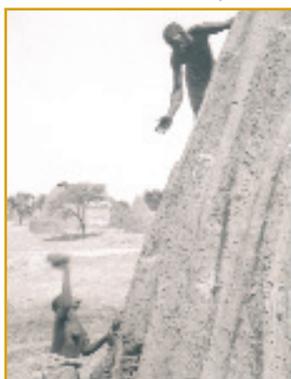
UN PEUPLE À L'ARCHITECTURE SINGULIÈRE



Mission Moll, 1901-1905
© Centre des Archives
d'Outre-Mer



Marc Allégret, 1926
© Patrimoine photographique
Ministère de la Culture, France



© Michel Kalt, 1949

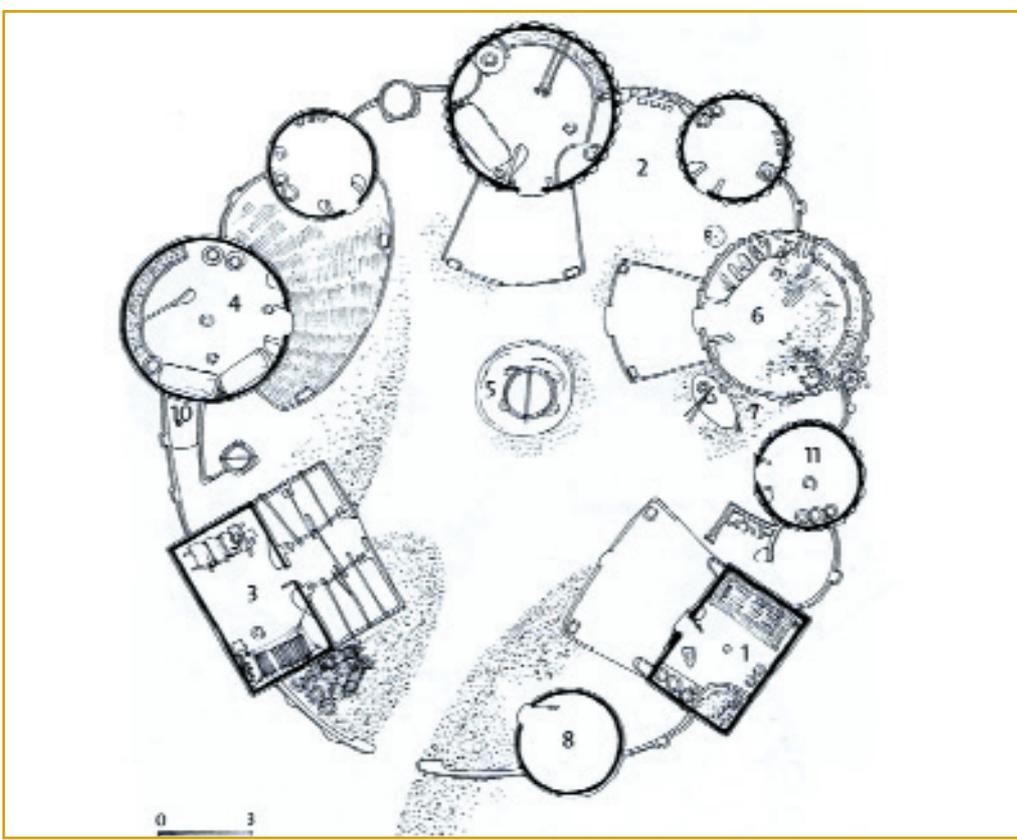
Patrimoine sans frontières, association créée en 1992 avec le soutien du ministère de la Culture, a pour objectif de mener des actions de sauvegarde du patrimoine international dans des contextes d'alerte, d'oubli ou de déshérence, ainsi que dans des situations post-accidentelles ou de sortie de conflits. À la demande des populations, Psf accompagne la transmission de mémoires, de gestes et de savoir-faire qui assurent la pérennité de l'héritage culturel qu'elles ont en partage. L'association se fixe également pour mission de faire connaître en Europe ces patrimoines si souvent injustement négligés et que les pays et populations concernés, faute de moyens et d'accès aux médias, ne peuvent promouvoir et faire connaître. Témoin et relais, l'association est aussi un catalyseur qui mobilise de nombreux concours institutionnels, scientifiques et universitaires, artistiques et financiers nécessaires à la mise en œuvre de projets concrets, enracinés dans un territoire et élaborés avec les populations locales, mais dont le rayonnement et la portée symbolique excèdent largement les seules limites locales.

Le champ d'action de Psf couvre le repérage des patrimoines menacés, "oubliés" par les circuits d'intervention en place, la sélection des cas prioritaires, les études de faisabilité, l'élaboration de projets de sauvegarde pertinents, l'alerte de l'opinion publique, la levée de fonds, la mobilisation d'un réseau de partenaires autour du projet, le déclenchement de l'intervention d'autres structures, des conseils aux organismes de conservation du patrimoine, des échanges de bonnes pratiques, des expositions, des publications...

La présente exposition est l'aboutissement d'un long échange, sans cesse enrichi, entre les Musgums et Psf, mais elle n'en est vraisemblablement pas le terme. À l'origine de l'échange, en 1994-1995, une demande assez simple de la part de nos partenaires camerounais : ils souhaitent de l'aide pour entreprendre un programme de préservation de l'architecture traditionnelle musgum. Les premières missions de Psf conduites dans l'extrême nord du Cameroun, au nord-est de Maroua (région de Pous), ont confirmé que la "case obus" n'existait déjà plus que sous forme de rares

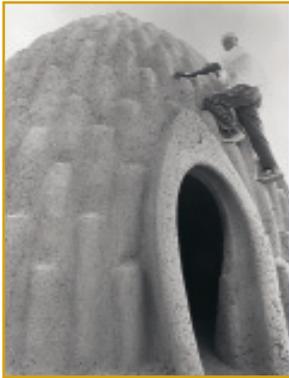


Festival Musgum, autour des cases reconstruites.



Concession à Mourla (1973)

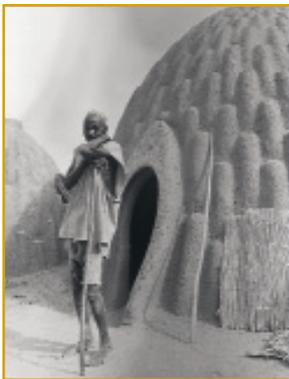
- 1 > Chef de famille
- 2 > Femme (cases Obus)
- 3 > Fils
- 4 > Femme du fils
- 5 > Grenier familial
- 6 > Ruine
- 7 > Tombe d'une épouse
- 8 > Case de passage
- 9 > Sacs de riz
- 10 > Latrines
- 11 > Case brasserie



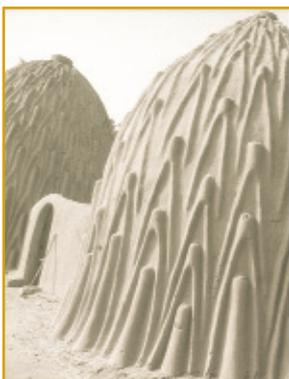
© Guy Philippart de Foy, 1972



© Guy Philippart de Foy, 1972



© Guy Philippart de Foy, 1972



© Jacques-Yves Gucia, 2000

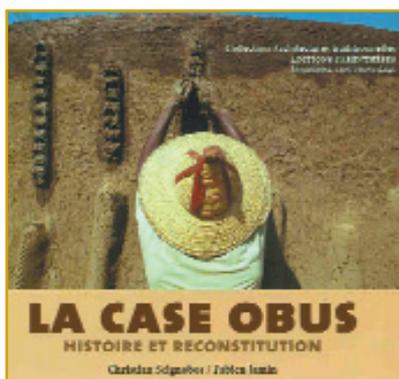
vestiges ou d'avatars détournés de leur sens et de leur usage habituels, voire dérivés de leur implantation géographique traditionnelle. Travailler à la préservation de cette architecture consistait donc d'une part à transmettre le savoir-faire aux nouvelles générations, donc à former des jeunes aux techniques constructives traditionnelles, d'autre part à redonner à ces demeures une vraie dimension historique et symbolique et un sens dynamique, porteur d'avenir pour la communauté sur les plans économique, social, patrimonial et environnemental.

Patrimoine sans frontières a répondu à ces préoccupations par la mise en œuvre d'un chantier-école, conclu en 1997 par la construction d'une concession de cinq cases. Ce chantier, organisé autour de préceptes communs en France (relation maîtres-bâisseurs/apprentis, rémunération), était très éloigné des modes traditionnels de transmission du savoir-faire. Il engageait donc une profonde mutation dans la transmission intergénérationnelle des gestes, contribuant à l'émergence d'un métier là où il y avait une pratique collective. Il appartenait à la population de se réapproprier cette réalisation en lui redonnant un sens, en l'entretenant et en la faisant vivre dans le futur. Au terme du chantier, dont nous avons pu croire un temps qu'il serait le terme du projet, un long silence dont chacun des acteurs a ultérieurement compris qu'il était une période de maturation... Puis, comme une conversation entre amis est parfois nourrie par le silence partagé, nos échanges ont mûri. Nous avons retrouvé une demande mieux formulée, plus pressante et exigeante de la part des Musgums. Les élites, réorganisées en Association culturelle musgum présidée par le charismatique Hamad Kalkaba Malboum, exprimaient clairement une double volonté : comprendre et connaître leur histoire et la faire connaître au monde. Avec une singulière et puissante autonomie, ils ont organisé, en février 2000, un premier festival culturel musgum, dont le chantier de Mourla Hâ était le centre, et ont demandé à Psf ainsi qu'à l'IRD de participer à un colloque qui produirait une première synthèse des connaissances sur leur peuple. Au terme du colloque, après des échanges nourris et passionnés, l'association culturelle musgum a formellement demandé à Psf de rassembler les connaissances glanées en un premier ouvrage de référence. Il leur importe désormais de témoigner de leur culture et d'exister dans les bibliothèques du monde. En 2003, l'édition de l'ouvrage *La Case Obus, histoire et reconstitution*, a constitué une étape importante dans la promotion des travaux et des avancées réalisées pour fixer la tradition et la mémoire de ce peuple et a contribué à la reconnaissance d'une civilisation méconnue.

Les échanges continuant entre Psf et les Musgums, il nous semble aujourd'hui essentiel de permettre la poursuite des activités de développement durable, par un nouveau volet du projet. Afin de sensibiliser un large public, nous avons imaginé une exposition itinérante au Cameroun et en Europe, qui présente l'architecture et la culture musgum dont elle est issue, préfiguration du musée de la culture musgum à Maroua.

Béatrice de Durfort, présidente Patrimoine sans frontières

LA CASE OBUS, HISTOIRE ET RECONSTITUTION



ÉDITION

La case Obus, histoire et reconstitution

Un travail de mémoire sur l'architecture en terre des Musgum
(Nord Cameroun et Tchad) de Christian Seignobos et Fabien Jamin

Collection "Architectures traditionnelles"

Patrimoine sans frontières / Éditions Parenthèses, 2005

24,5 x 21 cm, 216 p., 140 photographies, plans et dessins, glossaires thématiques, bibliographie, prix public : 25 euros.

Il sera disponible à la consultation et en dépôt-vente avec l'exposition.

Christian Seignobos est géographe, chercheur CNRS à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement). Il dirige la collection "Architectures traditionnelles" et a publié une monographie consacrée à l'architecture du Nord Cameroun (Parenthèses, 1981). Il est le co-auteur de *l'Atlas de la province du Nord Cameroun* (IRD, 2000).

Fabien Jamin est architecte. Il a dirigé le chantier de Patrimoine sans frontières au Cameroun pour la reconstruction de "cases obus" en 1997.

«Divisé en deux parties, c'est un ouvrage de 216 pages. La 1^{ère} partie est composée de 5 chapitres consacrés essentiellement à l'histoire du peuple Musgum, de sa case obus et de ses diverses activités. La 2^e partie, constituée de 3 chapitres, traite du chantier-école de Patrimoine sans frontières qui s'est occupée de l'œuvre de restitution et de reconstruction des cases obus à Mourla. [...], les premières missions ont rendu compte de la quasi-inexistence de ce patrimoine culturel, à part quelques vestiges détournés de leur implantation et sens originels. C'est alors que le concours de photographie du musée de l'Homme, les descriptions d'administrateurs coloniaux et les évocations littéraires se sont avérés précieux. [...] **Le souhait est donc qu'une transmission intergénérationnelle et une ré-appropriation de ce savoir-faire se fassent, parce que la jeunesse est devenue majoritairement ignorante de ses propres richesses culturelles**».

Extrait de la présentation de *La case Obus, histoire et reconstitution* par Bouba Hamman, chercheur en Histoire au Centre national d'éducation / MINREST.

VUE DE L'EXPOSITION "LES CASES MUSGUM. DES CASES RESPECTUEUSES DE LA TERRE"

Fondation pour l'architecture, Bruxelles, du 22 octobre 2005 au 26 mars 2006

dans le cadre de l'exposition "Alter Architecture"



L'EXPOSITION

LES CASES MUSGUM. DES MAISONS RESPECTUEUSES DE LA TERRE



© IFA, 2005

Bien que fascinante, étudiée par des spécialistes et reconnue par des voyageurs célèbres tels qu'André Gide, la culture musgum, ancienne et largement présente dans le nord du Cameroun où elle constitue un trait d'union avec le Tchad voisin, reste trop peu connue. L'une des particularités de ce peuple est l'habitat qu'il a inventé : la case musgum, en forme d'obus.

La case musgum, objet architectural unique, construit à la main, très résistant et de conception écologique, se présente comme une grande coupole parabolique. Cette case subsaharienne, spectaculaire par sa taille, peut atteindre dix mètres de hauteur et sept mètres de diamètre. Elle est constituée d'une mince paroi faite d'un savant mélange de terre argileuse mêlée à de l'herbe suksukyi et à des excréments de chèvre. La case musgum n'a aucun renfort structurel de bois, ce sont les motifs extérieurs, de petits contreforts de terre, qui contribuent à la tenue de l'édifice et servent d'échafaudage naturel pour permettre aux bâtisseurs de grimper jusqu'au sommet de la coupole, percé d'un conduit de ventilation susceptible d'être couvert pendant la saison des pluies.



© IFA, 2005

Or cette architecture de terre qui constitue l'unité d'habitation des villages traditionnels appartient déjà en grande partie au passé. Au début des années 1990, elle n'existait quasiment plus que dans la mémoire collective. Sa technique n'était connue que de quelques anciens, les derniers maîtres bâtisseurs. Les Musgums délaissent en effet l'habitat traditionnel pour des cases préfabriquées en béton, plus résistantes aux conditions climatiques et plus faciles à construire. Pourtant, la case musgum est un exemple magnifique de ces "maisons respectueuses de la Terre", en voie d'extinction.

L'exposition s'articule en trois parties :

- D'abord, l'histoire et la vie quotidienne du peuple musgum prennent forme à partir d'un "récit dessiné" réalisé par Christian Seignobos, chercheur à l'Institut de recherche et développement (IRD). On y verra comment ce peuple des bords du fleuve Logone vit, pêche, navigue..., comment ce peuple de guerriers se défend, et quelle mémoire il garde de son histoire.

- Une "galerie photographique" donne aussi à voir la vie quotidienne des Musgums, cette fois à travers le regard de photographes occidentaux, lors de différentes missions effectuées du début du xx^e siècle à nos jours : mission Moll en 1905, Marc Allégret en 1926, Michel Kalt dans les années 1950, Guy Philippart de Foy dans les années 1970 et, plus récemment, dans les années 1990, Renaud Guillou et Jacques-Yves Guicia.

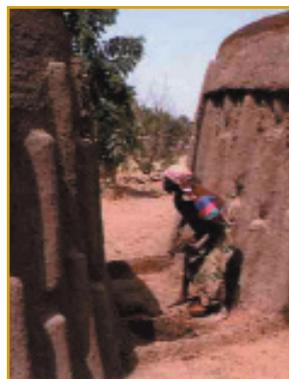
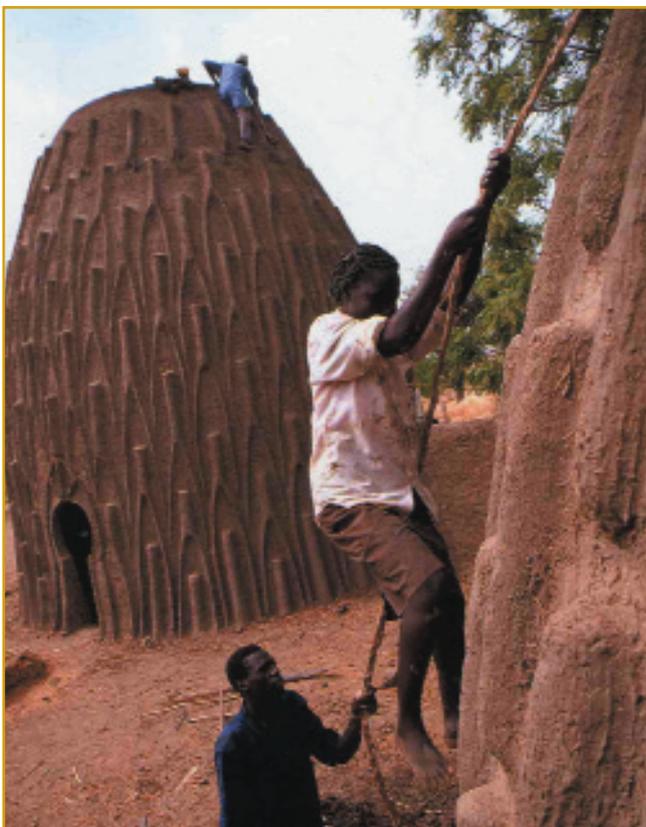
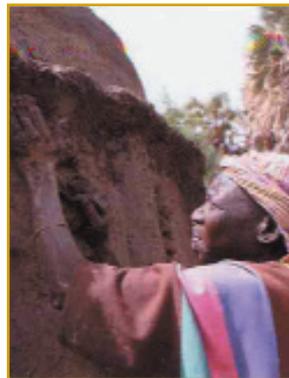
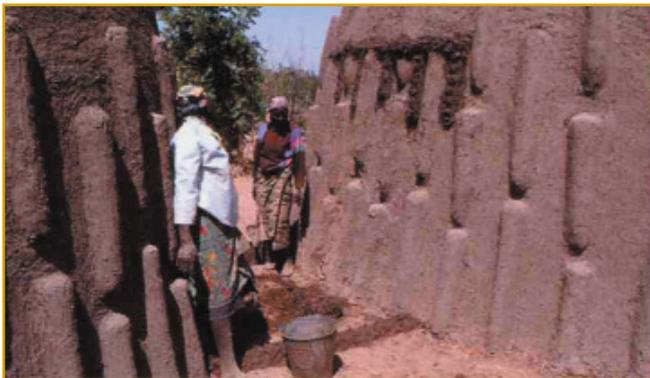
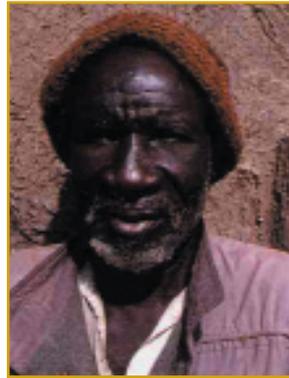
- En troisième lieu, on découvre comment construire une case musgum, à partir de l'expérience du chantier-école mené en 1996-1997 à Mourla par Patrimoine sans



© IFA, 2005



© IFA, 2005



Le chantier-école mené à Mourla (Cameroun) de 1996 à 1997 par Patrimoine sans frontières, sous la direction de l'architecte Fabien Jamin.
© Renaud Guillou

frontières, sous la direction de l'architecte Fabien Jamin. En organisant la transmission concrète du savoir-faire des anciens bâtisseurs aux jeunes, ce chantier a abouti à la construction d'une concession de plusieurs cases. Sous la forme d'un story-board, les différentes phases du chantier sont explicitées : la fabrication du matériau de base, les outils, les étapes de la construction, du traçage au sol jusqu'aux finitions.

Une série de "devinettes" collectées par l'ethno-linguiste Henri Tourneux, de l'IRD – jeu oral de "questions-réponses" particulièrement apprécié des Musgums –, une sélection d'ouvrages sur ce peuple et sur l'extrême nord du Cameroun, des films d'archives et un documentaire comprenant des interviews de Christian Seignobos et d'Henri Tourneux, du président de ACM, Hamad Kalkaba Malboum, de l'architecte Fabien Jamin et de la présidente de PSF, Béatrice de Durfort, feront pénétrer plus avant le visiteur dans l'univers culturel et quotidien des Musgums.

Enfin et surtout, l'exposition offrira l'occasion d'ouvrir un débat architectural sur les réinterprétations possibles de l'architecture traditionnelle musgum. Il ne s'agit pas en effet de réhabiliter pour le muséifier un patrimoine en voie de disparition mais bien d'envisager sa place dans la création architecturale musgum actuelle. Dans cette perspective, il est essentiel de comprendre ses modes de production, d'abord pour consolider les constructions existantes et assurer leur pérennité structurelle (amélioration de la résistance de la terre à la pluie, par exemple), puis pour y intégrer des éléments de confort moderne, dans le respect de l'environnement et en accord avec les possibilités techniques et économiques locales.

Et pourquoi ne pas imaginer l'extension de ce type de construction à d'autres usages que l'habitat : équipements pour la communauté (école, bibliothèque...), aménagements contribuant au développement d'une économie durable locale (chambres d'hôtes, boutiques, ateliers d'artisanat...) ?

La case musgum – par sa conception architecturale et constructive remarquable, par son principe d'autoconstruction vernaculaire, par l'utilisation de matériaux locaux impliquant les habitants dans la réalisation, par son coût modeste adapté à l'économie locale, par son caractère écologique – constitue indéniablement un objet architectural à valoriser dans la préservation du patrimoine rural mondial.

Fiona Meadows, commissaire

Institut français d'architecture / Cité de l'architecture et du patrimoine

Une coproduction :

Patrimoine sans frontières (PSF) / Béatrice de Durfort, présidente
Cité de l'architecture et du patrimoine / Institut français d'architecture (Ifa)
François de Mazières, président de la Cité, Francis Rambert, directeur de l'Ifa
Institut de Recherche pour le Développement (IRD) / Jean-François Girard, président
Association Culturelle Musgum (ACM) / Hamad Kalkaba Malboum, président

Commissariat : Fiona Meadows (Ifa)

Conseil scientifique : Christian Seignobos (IRD), Fabien Jamin, Béatrice de Durfort (PSF), Henri Tourneux (IRD) et Bouba Hamman (ACM)

Coordination générale : Myriam Feuchot et Valentina Reinaudo (Ifa), Mireille Smeets, Anne-Sophie Harnisch et Julie de Lantivy (PSF), Marie-Lise Sabrié (IRD) , Alipha Mamat Boukar (ACM)

Conception et réalisation :

Service production de l'Ifa : Myriam Feuchot, Valentina Reinaudo et Charles Birola

Dessins : Christian Seignobos, Fabien Seignobos, Fabien Jamin

Crédits photographiques :

Marc Allégret © Patrimoine photographique, ministère de la Culture, France, Mission Moll © Centre des Archives d'Outre-Mer, Jacques-Yves Guacia, Renaud Guillou, Fabien Jamin, Michel Kalt, Fiona Meadows, Guy Philippart de Foy

Traduction : Charlotte Ellis

Impression : Images et couleurs (Roiffieux)

Confection : Le petit atelier (Marseille)

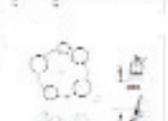
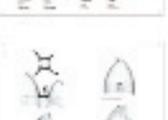
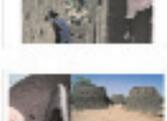
Remerciements :

Ambassade de France et Centre culturel français au Cameroun, Jeu de Paume / Patrimoine photographique – Anne Catherine Biederman et Christophe Mauberet, musée de l'Homme, Centre des archives d'Outre-Mer (CAOM), Les Films du Jeudi, Images populaires, L'Illustration française, La Documentation française, l'Illustration multimédia, éditions Parenthèses, La compagnie des taxi-brousse et l'agence Roger Viollet.

Ainsi que Julien Bara (ACM), Patrick Bardou, Joëlle Béderède, Stéphanie Bertrand (IRD-LCA), Lazare Eloundou, Marie-Noëlle Favier (IRD), Claude Gassmann, Isabelle Guegan, Jérôme Lacharaise, Claire Lagrange, Mohammed Lamyne, Dairou Minipinsa (ACM), Haman Mohaman, Sophie Rechner, François Rivière (IRD Cameroun).

PLANCHE CONTACT DU CONTENU DE L'EXPOSITION

		1-10		1-20		1-30		1-40
		2-10		2-20		2-30		2-40
		3-10		3-20		3-30		3-40
Tour du monde 1-41		4-10		4-20		4-30		4-40
		1-28		1-38		1-48		1-58
		2-18		2-28		2-38		2-48
		3-28		3-38		3-48		3-58
Mali partie 2-0		4-08		4-18		4-28		4-38
		1-08		1-18		1-28		1-38
		2-08		2-18		2-28		2-38
		3-08		3-18		3-28		3-38
Mali partie 3-0		4-08		4-18		4-28		4-38

		1 0 0		1 0 0		1 1 0		
		2 0 0		2 0 0		2 1 0		
		3 0 0		3 0 0		3 1 0		
Same page 340		4 0 0	Same page 340		4 0 0	Same page 340		4 1 0
		5 0 0		1 1 0		1 2 0		
		24 0 0		2 1 0		2 2 0		
		3 0 0		3 1 0		3 2 0		
Same page 6 5		4 0 0	Same page 1 0		4 1 0	Same page 2 0		4 0 0
		5 1 0		1 0 0		1 0 0		
		2 1 0		2 0 0		2 0 0		
		3 1 0		3 0 0		3 0 0		
Same page 7 0		4 1 0	Same page 5 0		4 0 0	Same page 8 0		4 1 0

ITINÉRANCE

L'EXPOSITION EST DISPONIBLE À L'ITINÉRANCE À PARTIR D'AVRIL 2006 EN VERSION BILINGUE FRANÇAIS ET ANGLAIS

Fiche technique :

21 laies tissus (3m x 0,60m)
avec 4 visuels par laie soit 84
visuels au total.

5 laies tissus (3m x 0,60m) avec
texte de présentation.

Surface nécessaire : 80 à 100 m²

Hauteur sous plafond : 3m50.

Conditionnement : 6 cartons,
environ 2m³.

Poids : environ 100 kg.

Dispositif scénographique :
accrochage des laies par des
rubans haut de manière
aléatoire dans l'espace
(cf. photos).

Parcours narratif en trois parties
(cf. planches contacts).

Condition d'itinérance : coût de
location de 1500 € .

En outre, l'exposant est en
charge de l'ensemble des
dépenses de montage et
démontage, de remballage, de
transport aller et retour, le
stockage éventuel des caisses,
l'assurance, la maintenance et
le gardiennage, ainsi que les
dépenses de promotion et de
communication.

Contact : Myriam Feuchot,
responsable du service
Production IFA / CAPA
T. 01 58 51 52 70 ou
mfeuchot@citechailot.org



1



2



3

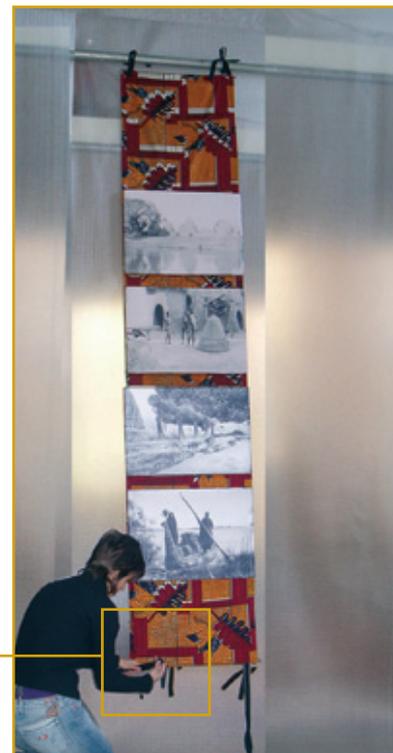


4



5

6



7

8



9

CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE
WWW.CITECHAILLOT.ORG

Comment concilier progrès économique, progrès social et équilibre naturel de la planète ? Aujourd'hui, le développement durable est une approche incontournable dans tous les domaines touchant à l'environnement humain, et donc en architecture. Si les discours ont le mérite de définir des orientations globales vertueuses, leur réalité et leur pertinence se vérifient sur le terrain. C'est sur des exemples choisis dans le quotidien que se fonde une leçon pratique d'éthique architecturale.

Des associations telles que Patrimoine sans frontières (PSF), des structures de recherche comme l'Institut de recherche pour le développement (IRD), sont déjà investies dans des programmes à long terme visant à analyser et à comprendre certains environnements architecturaux, afin de mieux intégrer dans leur développement l'apport de leur patrimoine ordinaire, dans le respect du milieu naturel.

La Cité de l'architecture et du patrimoine entend être un relais privilégié pour ces actions. En effet, si des initiatives existent sur le terrain, leur valorisation auprès d'un public de plus en plus sensible à ces problématiques reste souvent à entreprendre. Par ses objectifs et par son rayonnement, la Cité de l'architecture et du patrimoine, lieu de ressources et de partage des connaissances, apparaît comme une institution capable non seulement d'aider à rendre compte des opérations déjà engagées, par des expositions et des publications, mais aussi de favoriser le débat et la rencontre entre les acteurs concernés, par l'organisation de conférences et d'ateliers pratiques.

L'objectif du cycle thématique inauguré par l'exposition sur les cases musgums du Cameroun est précisément de valoriser des habitats vernaculaires d'échelle modeste, choisis dans différentes régions du monde, et dont la conception respecte l'environnement dans une perspective durable. Ce patrimoine de maisons "ordinaires" est malheureusement fragile et, pour des raisons évidentes de modernisation, il disparaît progressivement. Cette disparition est double : elle consiste d'une part en la destruction physique de l'objet qui, une fois en ruine, est bien souvent condamné ; d'autre part en la quasi-extinction des savoir-faire traditionnels des bâtisseurs et des artisans.

Il ne s'agit pas toutefois de porter un regard nostalgique sur des objets architecturaux du passé mais d'essayer, avant qu'il ne soit trop tard, d'apprendre de ces architectures ce qui les singularise, d'en comprendre les qualités constructives, écologiques, sociales et culturelles, et d'en transmettre les notions essentielles et toujours opérationnelles. Les architectes pourront alors, à partir de ces exemples concrets, choisis pour leur qualités esthétiques et éthiques, tenter d'en proposer des interprétations contemporaines ou chercher à réhabiliter ces habitations en y intégrant des éléments de confort domestique qui les rapprochent de la modernité.

François de Mazières, président



L'Institut de recherche pour le développement (IRD), dont la vocation première est de contribuer par la recherche scientifique au développement social, économique et culturel des pays du Sud, se devait de s'intéresser aux architectures traditionnelles car leur étude constitue un enjeu de développement. Les recherches sur l'architecture vernaculaire s'inscrivent, jusqu'aux années 1970, dans les registres des grands inventaires, descriptions et classifications en familles architecturales... Puis elles intègrent des problématiques plus appliquées : ces architectures sont-elles améliorables ? Ont-elles un avenir ? Ou, objets trop complexes, sont-elles irrémédiablement amenées à disparaître avec les cultures qui les ont fait naître et à limiter leur horizon à celui de "produit" muséographique ? Autant de questions auxquelles s'attachent à répondre plusieurs chercheurs de l'IRD, architectes, géographes ou anthropologues.

La reconstitution des cases obus du Nord Cameroun, que cette exposition présente, est exemplaire à plus d'un titre. Ces architectures, œuvres de l'ethnie musgum, décrites par les premiers voyageurs occidentaux et présentées lors des expositions coloniales (notamment celle de Paris en 1931), ont, dans les années 1970, disparu des berges du Logone, frontière entre le Cameroun et le Tchad. La communauté musgum a sollicité l'association Patrimoine sans frontières pour reconstruire un ensemble de cases obus. Le chantier-école, implanté à Mourla, dans le district de Pouss, a permis d'assurer à la fois une veille technologique et une transmission du savoir-faire des maîtres bâtisseurs aux apprentis des jeunes générations. Mission accomplie avec succès. En 2000, au cours du premier festival culturel musgum, l'ensemble architectural de Mourla a été inauguré. À cette occasion, les représentants de la communauté musgum ont sollicité l'IRD, en vertu de ses compétences et de sa connaissance de longue date de leur pays, pour réaliser, avec Patrimoine sans frontières, un livre sur l'histoire des cases obus et sur leur réappropriation grâce au chantier-école.

Les Musgums, qui comptent près de 300 000 représentants répartis entre deux États, dispersés sur plusieurs départements, perdent leur langue au profit du fulfulde au Cameroun et de l'arabe au Tchad. Partagés entre plusieurs courants religieux, ils sont menacés de délitement identitaire. Cette ethnie recherche aujourd'hui son unité en s'appuyant, entre autres, sur ses racines et sur l'image de son architecture prestigieuse : la case teleuk ou case obus. Cette référence semble seule capable, par ce qu'elle représente, d'ouvrir une sorte de troisième voie neutre et encore intelligible pour les Musgums. Pour continuer d'exister, ce peuple avait besoin moins d'une architecture à habiter que d'une référence identitaire. C'est aujourd'hui sous l'étendard de la case teleuk que s'élaborent notamment les projets de développement culturel conduits par cette communauté.

Jean-François Girard, président



Dans l'Afrique de la tradition orale, seuls les « vieux » sont dépositaires du savoir-faire ancestral qu'ils transmettent par l'initiation aux jeunes générations. Malheureusement, dans de nombreux cas, ces vieillards africains disparaissent sans avoir eu la possibilité d'assurer la retransmission de leur génie créateur. C'est pourquoi il est constamment admis qu'en Afrique, un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui vole en fumée. Le peuple Musgum n'échappe pas à cette vérité bien établie. De ce fait, les Cases Musgum dont la beauté de l'architecture fascinait de nombreux observateurs étaient menacées de disparition. Cette situation interpellait l'actuelle génération Musgum à assurer la sauvegarde de ce génie architectural.

L'Association Culturelle Musgum (ACM), créée le 28 juin 1997 à Yaoundé au Centre Culturel Camerounais, se présentait alors comme le moyen le plus sûr pour relever le défi. En effet, dès sa naissance, l'ACM s'était fixée pour objectif principal la réhabilitation et la promotion des valeurs de l'identité Musgum dont l'icône est la Case Teulek. C'est dans ce contexte de préservation de l'héritage culturel du peuple Musgum que nos cases pourraient, elles aussi, prétendre à l'éternité en survivant à l'usure du temps, aux compromissions de l'espace et au phénomène de la mondialisation. Caractéristiques de l'ingéniosité de ce peuple et de son agilité d'esprit, nos cases se présentent aujourd'hui comme une architecture singulière et unique au monde.

Nous pensons que l'avenir de ce patrimoine n'est plus l'affaire du seul peuple Musgum. C'est pour nous le lieu ici d'exprimer notre gratitude à nos principaux partenaires que sont : Patrimoine Sans Frontières, l'Institut de Recherche pour le développement et la Cité de l'Architecture et du Patrimoine qui, tous, oeuvrent pour redonner à la culture Musgum la place qu'elle mérite dans le concert de la mosaïque culturelle de notre époque. Aussi, les bâtisseurs d'aujourd'hui ont-ils le devoir de transmettre leurs connaissances aux bâtisseurs de demain. De ces monuments humains devront découler d'autres monuments, et de générations en générations pourraient être pérennisés; ce à quoi s'identifie le plus le peuple Musgum.

Alors, il sera possible, lorsqu'un vieillard Musgum tire sa révérence, que de ses cendres naisse et jaillisse l'espoir de fixer à jamais la personnalité culturelle de tout un peuple. C'est l'appel que nous lançons à la jeune génération pour qu'elle de se laisse tremper dans la forge de cet héritage. Car, il n'y a pas d'héritage sans héritiers.

Hamad Kalkaba Malboum, président de l'Association Culturelle Musgum

PATRIMOINE SANS FRONTIÈRES

61 RUE FRANÇOIS-TRUFFAUT - 75012 PARIS
TÉL. +33 (0)1 40 02 05 90 - FAX +33 (0)1 40 02 05 91
WWW.PATRIMSF.ORG

Patrimoine sans frontières, créée en 1992 avec le soutien du ministère de la Culture, a pour objectif de mener des actions de sauvegarde du patrimoine international dans des contextes d'alerte, d'oubli ou de déshérence, ainsi que dans des situations post-accidentelles ou de post-conflit. À la demande des populations, Psf veille à la préservation de sites et bâtiments, mais aussi à la transmission de mémoires, gestes et savoir-faire. Psf est présente au Cameroun depuis 1996.

INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHITECTURE / MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS / CEDHEC

CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

293 AVENUE DAUMESNIL - 75012 PARIS
TÉL. +33 (0)1 58 51 52 00
WWW.CITECHAILLOT.ORG

1 PLACE TROCADERO - 75016 PARIS
TÉL. +33 (0)1 58 51 52 00
WWW.CITECHAILLOT.ORG

La Cité de l'architecture et du patrimoine – Établissement public sous la tutelle du Ministère de la culture et de la communication – constitue un équipement culturel nouveau et polyvalent destiné à un large public qu'intéressent l'architecture, le patrimoine et l'espace de la ville. Il regroupera en son sein trois entités existantes: l'Institut français d'architecture, le musée des monuments Français (MMF) – dont les collections constitueront le socle du musée d'architecture – ainsi que du Centre des Hautes Études de Chaillot (CEDHEC). La Cité emménagera dans l'aile Paris du palais de Chaillot, place du Trocadéro Paris 16^e, en février 2006 et ouvrira en partie ses portes au public en automne 2006.

ASSOCIATION CULTURELLE MUSGUM

BP 528
YAOUNDÉ - CAMEROUN
CONTACT: COLONEL HAMAD KALKABA MALBOUM / TÉL. +237 221 22 05

Créée en 1997 au Centre culturel camerounais de Yaoundé à l'initiative des membres de la communauté Musgum venus des quatre coins du pays, l'ACM a été reconnue par l'administration camerounaise (préfecture du Mfoundi) le 19 janvier 1998. Son siège est fixé à Yaoundé et ses objectifs sont les suivants : réhabiliter et promouvoir les valeurs et l'identité de la culture Musgum, contribuer à la mise en œuvre de la carte culturelle du Cameroun, valoriser les notions de solidarité et d'entraide entre ses adhérents, promouvoir les vertus de l'effort et de la participation à la réalisation du développement social et culturel de la communauté Musgum du Cameroun.

INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

213 RUE LA FAYETTE - 75480 PARIS CEDEX 10
TÉL. +33 (0)1 48 03 77 47 - FAX +33 (0)1 40 34 69 13
WWW.PARIS.IRD.FR

L'IRD, établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle des Ministères en charge de la recherche et de la coopération, remplit trois missions fondamentales: la recherche, l'expertise et la formation. Ses programmes scientifiques sont centrés sur les relations entre l'homme et son environnement dans les pays du Sud dans l'objectif de contribuer à leur développement. L'IRD conduit ses activités en liaison avec des universités, des grandes écoles, des établissements privés et publics de recherche tant en France que dans les pays en développement. Engagé dans de nombreux programmes scientifiques européens et internationaux, il entreprend ses recherches en étroite concertation avec ses pays partenaires.

A B C D F

G H I J K L M

N P Q S

W X Y Z

1 5

7 8 9